



**MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des affaires juridiques**

**Secrétariat  
du Conseil supérieur de l'éducation  
n°**

Paris,

**11 JUIN 2024**

Secrétariat du CSE  
Tél : 01.55.55.35.82 / 01.55.55.11.08

Mél : [secretariat.cse@education.gouv.fr](mailto:secretariat.cse@education.gouv.fr)

99 rue de Grenelle  
75357 Paris SP 07

**Avis rendu par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE)**

**Séance du jeudi 6 juin 2024**

**Vœu général**

**00.3 Vœu général, présenté par la CFE-CGC (Action & Démocratie)**

Le Conseil supérieur de l'éducation demande que le ministère de l'éducation et de la jeunesse respecte la lettre et l'esprit de l'article D.311-5 du code de l'éducation qui dispose que « les programmes ne peuvent entrer en vigueur que douze mois au moins après leur publication, sauf décision expresse du ministre chargé de l'éducation ou du ministre chargé de l'enseignement supérieur, prise après avis du Conseil supérieur de l'éducation. »

**Exposé des motifs :**

Depuis quelques années, le ministère prend l'habitude de présenter au CSE des projets de programme en fin d'année scolaire et censés être appliqués dès la rentrée suivante, ne laissant pratiquement aucun délai au personnel enseignant pour se les approprier, sans parler des éditeurs de manuels scolaires. C'était hier le cas des programmes d'EMC et c'est aujourd'hui le cas des programmes de français et de mathématiques des cycles 1 et 2. Une telle précipitation est contraire aux règles édictées par ce même ministère.

L'article D.311-5 prévoit en effet un délai d'au moins douze mois entre la publication des programmes et leur entrée en vigueur. Si le ministre chargé de l'éducation peut s'en exempter, ceci doit constituer l'exception et non la règle, comme il ressort clairement de l'article précité. De plus, il doit expressément motiver sa décision devant le CSE, ce qu'il ne fait jamais.

**Résultat du vote sur le vœu : avis favorable**

- Pour : 48
- Contre : 1
- Abstentions : 6
- Refus de vote : 14

Le directeur des affaires juridiques

  
Guillaume ODINET